



Mairie de Blaye (33390)

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept le 27 juin, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, à l'ancien Tribunal, salle n° 13, après convocation légale en date du 20 juin 2017, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoints, Mme MARECHAL, M. VERDIER, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. CASTETS, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, Mme HOLGADO, Conseillers Municipaux.

Etait excusé et représenté par pouvoir:

M. CARREAU à M. RIMARK

Etaient excusés:

Mme SARRAUTE, M. ELIAS, M. GABARD, M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. MONMARCHON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 22

Conseillers votants : 23

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

9 – CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC CONSTITUTIVE DE DROITS RÉELS - SOCIÉTÉ MUSÉE DE LA MER ET DE L'ESTUAIRE DE BLAYE - AVENANT N° 1

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibération du 13 septembre 2016, le conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer avec la société Musée de La Mer Et De L'estuaire De Blaye, représentée par Monsieur Norbert FRADIN, une convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels pour la mise à disposition du Pavillon de la Place, du Corps de Garde de la Porte Royale et de la Porte de Liverneuf.

Il est rappelé que la convention, qui porte sur les trois biens précités, prévoit une durée d'occupation de 70 ans pour une redevance annuelle fixe totale de 5 000,00 euros, additionnée d'une redevance annuelle variable appliquée uniquement sur les activités autorisées dans le Corps de Garde de la Porte Royale et la Porte de Liverneuf.

Les activités pratiquées dans le Pavillon de la Place étant des activités muséales ou annexes, la part variable de la redevance ne leur est pas appliquée.

Le montant de la redevance tant fixe que variable a ainsi été fixé en prenant en considération le caractère muséal d'un projet global culturel ambitieux.

Considérant que ce type d'activité ne saurait excéder un bénéfice raisonnable, ce caractère muséal justifie le choix d'un niveau de redevance plus faible que celui établi par le service des Domaines dans son avis n°2016-058V1998 le 22 juillet 2016.

Cette convention, a été signée par les parties le 23 septembre 2016.

Afin de renforcer la transparence du futur projet, il a semblé opportun de prévoir la communication annuelle, à la commune, des comptes relatifs à l'ensemble des activités réalisées dans l'ensemble des biens mis à disposition.

Il est donc proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer un avenant n°1 à cette convention.

L'avenant proposé est le suivant :

ARTICLE 1 –

Un article 11.6 est inséré à la suite de l'article 11.5 et libellé comme suit :

« 11.6. Transparence

Le Bénéficiaire transmet à la Commune, au plus tard le 30 juillet de chaque année N, les comptes annuels de l'année N-1 de l'ensemble des activités exercées dans les biens n°1, 2 et 3 de la présente convention. »

ARTICLE 2 –

L'article 13.2 est modifié comme suit :

« 13.2. Part variable de la redevance

La part variable de la redevance s'applique aux activités commerciales exercées au sein des biens n°2 et 3.

La part variable de la redevance est calculée en fonction du chiffre d'affaire annuel de l'année N-1.

- Chiffre d'affaire inférieur à 100.000 euros HT : la part variable est nulle

- Chiffre d'affaire égal ou supérieur à 100.000 euros HT : la part variable est équivalente à 1,5% de la part du chiffre d'affaire supérieure à 100 000 € HT.

Pendant les 4 premières années (à compter de la date de la signature de la convention), la part variable est exceptionnellement limitée à 1% de la part du chiffre d'affaire supérieure à 100 000 € HT.

Au sein des comptes annuels de l'ensemble des activités, tels que transmis à la commune au plus tard le 30 juillet de chaque année en application de l'article 11.6 de la présente convention, les comptes de chaque activité soumise seront détaillés séparément de façon à pouvoir dégager individuellement le chiffre d'affaire de chaque activité soumise. »

ARTICLE 3 –

Le reste des stipulations de la convention demeure identique.

Il est proposé au conseil municipal :

- De valider ce projet d'avenant,
- D'autoriser le maire à signer cet avenant, ainsi que toute pièce afférente à l'opération.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 30/06/17

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20170627-52588-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

